

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 22 AVRIL 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2011
(PICARDIE)
NOR : ASET1151118M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFB de Picardie ;

La fédération Nord des SCOP BTP ;

La CAPEB de Picardie,

D'une part, et

L'UR FO de Picardie ;

L'UR CFDT de Picardie ;

L'UR CFTC de Picardie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels du 8 février 1991 et du 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Picardie.

Article 2

Pour la région Picardie, les parties signataires du présent accord ont fixé les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Base : 151,67 heures (35 heures hebdomadaires).

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 372,61	9,05
– position 2	170	1 404,46	9,26
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 445,42	9,53
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 513,67	9,98
– position 2	230	1 624,39	10,71
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 736,62	11,45
– position 2	270	1 853,41	12,22

Article 3

Le présent barème des salaires minimaux entrera en application au 1^{er} avril 2011, pour une durée de 12 mois minimum.

Les salaires réels seront librement débattus au sein des entreprises.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord, fait en 12 exemplaires, sera adressé à la direction générale du travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Picardie.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Amiens, le 22 avril 2011.

(Suivent les signatures.)